



Les femmes qui ne demandent rien sont prises au mot : elles n'obtiennent rien.

Natascha Wey, secrétaire générale du SSP

La grève des femmes de 2019 a été un immense succès. Par milliers, les femmes sont descendues dans la rue, formant un mouvement très coloré, affichant une grande diversité et exprimant à haute voix des revendications claires en faveur de salaires plus élevés, d'une meilleure protection sociale pendant la vieillesse et contre le sexisme et les structures patriarcales. Nombreuses ont été les femmes – y compris beaucoup de jeunes femmes – à avoir été sensibilisées et politisées par la grève des femmes en 2019. Le fait que les comportements sexistes sur le lieu de travail ne soient plus simplement tolérés sans réagir – comme le montrent des exemples récents dans le secteur des médias – est un effet propre à ce mouvement de grève.

Bien que quelques progrès aient été obtenus aussi dans le domaine de la politique, peu de changements sont perceptibles sur le plan économique, à savoir au niveau des salaires et des rentes. La dernière édition du rapport USS sur la répartition a mis en évidence les faits suivants: Entre 2016 et 2022, les salaires bas et moyens ont baissé en valeur réelle. La moitié des femmes touchent un salaire de 4470 francs ou moins par mois. En 2020, près d'un demi-million de travailleurs-euses (491 900; 2018: 480 300) occupaient un poste à bas salaire. 63,5% de ces personnes étaient des femmes.

Les conséquences pour les retraites sont également connues: l'AVS ne garantit pas le minimum vital et les salaires des femmes sont souvent trop bas pour leur permettre de toucher une pension décente dans le cadre du deuxième pilier. Contrairement aux promesses faites l'été dernier selon lesquelles on voulait s'attaquer à la tâche de remédier à ce problème, les discussions menées jusqu'à présent autour de la réforme de la LPP nous montrent surtout une chose: la politique se fiche des femmes, les solutions se trouvant toujours au niveau de l'individu.

L'ignorance des milieux politiques a été particulièrement évidente lors de la pandémie liée au coronavirus: les professions dites d'importance systémique, relevant par exemple des domaines des soins, de l'accueil de l'enfance, de l'action sociale ou de la formation, ont continué à travailler sous une immense pression. Mais peu de choses ont changé au niveau des conditions de travail, qui, dans certains cas, se sont même détériorées. Cette situation illustre le problème-clé: le manque de personnel qualifié. En outre, la part non explicable des différences salariales entre les femmes et les hommes dans le secteur public, où l'on trouve de nombreux-euses collaborateurs-trices exerçant des métiers d'importance systémique, a même augmenté.

Pour nous, femmes syndicalistes, le constat est clair: nous n'obtiendrons pas de hausses de salaire ou une amélioration de la conciliation des vies professionnelle et familiale sans une intensification de nos luttes. Comme l'a dit Simone de Beauvoir: «Les femmes qui ne demandent rien sont prises au mot: elles n'obtiennent rien».

C'est pourquoi la grève féministe est pour nous l'occasion de renforcer la mobilisation sur les lieux de travail. Certaines branches où travaillent une majorité d'hommes, comme le secteur de la construction, ont réussi à faire adopter un départ à la retraite à l'âge de 60 ans. Le SSP demande que l'âge de départ à la retraite soit fixé à 60 ans aussi pour d'autres domaines, comme celui des soins.

Mais pour atteindre cet objectif, il faut augmenter nettement le taux de syndicalisation. Les conditions de travail s'améliorent lorsque les syndicats sont forts, lorsque les mobilisations se font manière collective et lorsque le personnel est capable de faire grève. Il faut une meilleure couverture par des CCT dans les branches dites féminines et des augmentations de salaire massives. Dans le secteur de la santé, dans le domaine de l'accueil de l'enfance et dans le secteur social, la situation actuelle n'est plus acceptable, comme nous l'ont expliqué les intervenantes à cette conférence de presse. Pour cette raison, nous, les syndicats, avons pris une décision stratégique: nous voulons faire de la grève féministe une grève aussi étendue que possible, mais nous souhaitons aussi et surtout l'utiliser pour nous renforcer dans les branches où travaillent une majorité de femmes. Nous revendiquons des hausses de salaire pour permettre une vie dans des conditions décentes et appelons les femmes et les personnes solidaires à s'organiser dans le cadre des syndicats en vue de la grève féministe du 14 juin 2023.